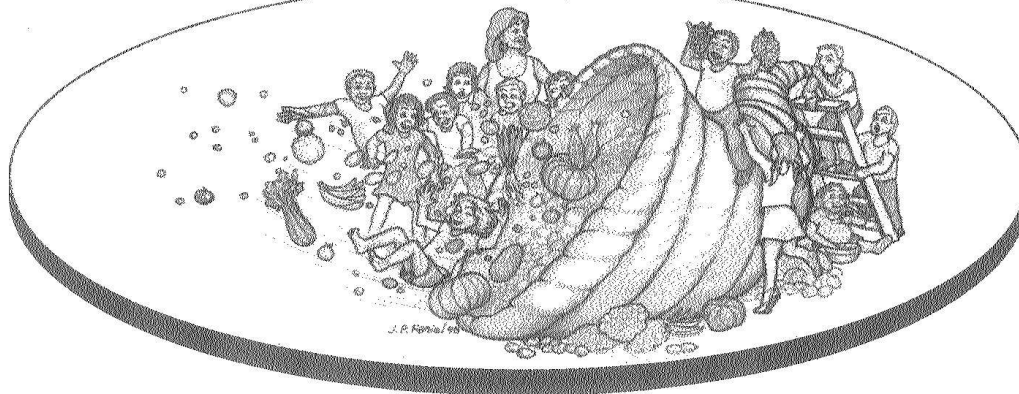


À table



juin 1998

Bulletin de la Table de concertation sur la faim du Montréal métropolitain

vol. 2 no 3

Quand les enfants cuisinent

À l'approche de la relache scolaire estivale, l'expérience novatrice de cette cuisine collective, devenue service alimentaire et d'éducation en nutrition pour écoliers, nous est apparue vivifiante. Nous vous la présentons pour stimuler la réflexion et l'imagination durant les vacances.

Quand, en 1989, un groupe de neuf femmes du quartier Pointe Saint-Charles met sur pied deux cuisines collectives dans les locaux du Carrefour d'éducation populaire, personne ne peut prévoir qu'il en résultera, neuf ans plus tard, un service alimentaire et une nouvelle approche de l'apprentissage scolaire pour les enfants de sept écoles dans trois quartiers voisins.

C'est qu'à l'époque, leur initiative répond avant tout, comme dans toutes les cuisines collectives, au besoin de s'entraider entre femmes pour mieux se nourrir et nourrir leurs familles. Cependant, après deux ans de popotes, les membres désirent dépasser ce stade et, fortes de leurs expertises, se former encore plus en art culinaire pour retourner sur le marché du travail.

Ce sont, en 1991, des locaux laissés vacants à l'École Jeanne Leber qui déclenchent leur imagination. Un projet naît alors : «Et si on demandait à la direction de l'école de nous permettre d'occuper ces locaux et d'offrir aux écoliers un service de repas équilibrés et économiques?» Survient l'instauration des Mesures alimentaires en

Pourquoi offrir des ateliers de cuisine aux enfants des quartiers appauvris ?

- pour développer chez les enfants leur compétence et leur confiance en eux
 - pour les responsabiliser devant une tâche adaptée à leur développement et agréable à accomplir
 - parce que c'est un moyen concret de renforcer les matières académiques : lecture, écriture, mathématique, sciences de la nature, sciences humaines, sciences des communications et de l'informatique et la formation personnelle et sociale
 - pour apprendre à se débrouiller avec les aliments et les concepts de nutrition
 - pour apporter des changements durables à leurs habitudes alimentaires
 - parce que c'est un moyen de réaliser que la coopération et le partage augmentent les rapports positifs entre individus
 - pour promouvoir la créativité et l'originalité
 - pour intégrer les jeux et l'humour dans l'apprentissage scolaire
 - parce qu'une simple recette réussie entre petits cuisiniers peut être le début d'un revirement positif chez un enfant. L'échec étant tellement présent à tous les niveaux et les modèles de réussite plutôt rares, les membres des Cuisines des parents croient que cette approche est gagnante et offre un renforcement positif à l'action scolaire et communautaire.
- Pour informations : 596-7248

Au Menu

- Quand les enfants cuisinent..... 1
- Petites mains, une remarquable expérience de reprise en main..... 3
- À Saint-Michel, un marché communautaire en plein air..... 4
- Une pédagogie du changement..... 5
- Un lancement remarqué..... 9
- Fourrasseurs recommandés..... 9
- Les rabais des supermarchés..... 9
- Du cœur au ventre..... 9
- Le souper-gueuleton..... 10
- Qui fréquentent les banques alimentaires ?..... 10
- Pour combattre l'endettement..... 10
- De la ferme à la table..... 10
- Le coffret des échanges..... 11
- Un audacieux projet de création de groupes d'achats..... 11
- De retour de Québec..... 12
- L'assemblée annuelle..... 12
- Nouveaux membres..... 12
- Formule d'adhésion..... 12

milieu scolaire, mieux connues sous le vocable de «Plan Pagé». À partir de là, tout se précipite. Le groupe y voit sa chance et fait alors approuver son projet par le Conseil scolaire de l'île de Montréal.

En 1992, «les Cuisines des parents» embauchent donc une directrice et six cuisinières à temps plein pour desservir 150 enfants de l'école Jeanne Leber. En 1993, le projet s'étend à deux autres écoles du coin, Charles Lemoyne et Saint-Gabriel. Le groupe distribue ainsi des diners chauds et nutritifs à 680 écoliers tout en leur prodiguant un encadrement adéquat grâce à de dévoués bénévoles. Fin 1994, le service de repas rejoint une nouvelle clientèle, les 40 personnes âgées qui fréquentent le YMCA voisin.

En 1995, une idée s'impose: offrir aux écoliers de sixième année un atelier de cuisine. N'auront-ils pas, en effet, l'année suivante, à préparer eux-mêmes leur lunch? Tout se passera après les cours, le vendredi après-midi. Dès mai 1995, la formule s'avère une réussite. Les ateliers répondent à un grand besoin des élèves de réaliser eux-mêmes des expériences à succès, de se responsabiliser, d'augmenter leur estime de soi, de partager dans la joie des tâches tout en apprenant à lire, compter, calculer et...s'entraider.

De sorte qu'un mois plus tard, on propose à la directrice et aux professeurs de l'école Jeanne Leber des ateliers pour l'ensemble des élèves à l'intérieur des plages horaires. Ces ateliers intègrent des matières académiques par le simple fait de la lecture et des calculs demandés par les recettes. Pour le niveau pré-scolaire, on identifie dans ces ateliers l'apprentissage d'autres notions nécessaires (telle la coordination : droite, gauche, dessus, devant, l'alternance, etc.).

Une entente est conclue avec la direction et les professeurs et, dès la rentrée 1995, deux rencontres ont lieu à l'école Jeanne Leber pour chacun des trois niveaux: préscolaire, premier et deuxième cycle.

Dès le départ, les Cuisines des parents ont associé à leur projet les parents concernés, les diététistes-nutritionnistes et d'autres intervenants du quartier, soient ceux du Carrefour d'éducation populaire, de la Clinique communautaire et du Club des consommateurs de la Pointe.

Cette fois-ci la collaboration importante des parents, des professeurs et des spécialistes donne des résultats encore plus décisifs. En plus des changements alimentaires, on observe en effet, chez les enfants, des changements de com-

portements qui leur donne le goût de continuer. Soulignons que, dans ce quartier traditionnellement appauvri, il est souvent nécessaire de faire l'expérience de réussites concrètes pour changer la perception qu'on a de soi-même et de ses possibilités dans la vie.

Ainsi donc, quand un écolier réussit ses muffins, c'est qu'il a, en même temps, réussi à lire la recette, à la comprendre, à calculer les ingrédients, à s'entraider en équipe, à adopter des comportements conviviaux et qu'il a également osé goûter à un nouvel aliment sain et nutritif. En ce sens, en réussissant ses muffins, il accomplit un exploit à sa mesure qui n'est pas sans conséquence. Ce dernier a valeur pour lui de réalisation et même de dépassement de soi et l'amène à persister dans d'autres efforts d'exploration de ses capacités.

En 1991, l'objectif était tout simplement de soulager la faim et la sous-alimentation des enfants de niveau primaire tout en permettant aux initiatrices de se créer un emploi utile pour le milieu. En 1998, l'objectif s'inscrit maintenant dans une démarche novatrice de développement global de l'enfant

Les Cuisines des parents existent depuis maintenant 8 ans et offrent toujours un service alimentaire et un service d'éducation en nutrition.

Pour ce qui a trait au service alimentaire, 39 personnes actuellement préparent et distribuent 800 diners par jour aux enfants de trois écoles de Pointe Saint-Charles. Le service d'éducation en nutrition, pour sa part, emploie trois spécialistes qui animent des ateliers de cuisine-nutrition de la maternelle à la sixième.

En septembre, sept écoles de Pointe Saint-Charles, Saint-Henri et Verdun bénéficieront des mêmes services. Le but recherché est de permettre aux écoliers de développer leur plein potentiel et de prévenir le décrochage scolaire, encore trop fréquent chez cette population au niveau du secondaire.



Petites mains: une remarquable expérience de reprise en main

Quand, en 1992, Soeur Arsenault reprend à pied levé la direction du comptoir alimentaire des Soeurs de Sainte-Croix, sur Côte-des-Neiges, 65 familles reçoivent deux paniers de provision par semaine depuis déjà quelques années. Le comptoir est approvisionné par Moisson Montréal et, à l'image du quartier, les usagères sont majoritairement des immigrantes ou des réfugiées qui ont de la difficulté à joindre les deux bouts. En somme, le profil typique de la pauvreté qu'on retrouve un peu partout à Montréal.

Cependant, Soeur Arsenault, elle, n'a pas une expérience typique, ni des idées conservatrices. Rompue au missionariat au Bangladesh, elle a compris qu'on ne peut aider vraiment ces personnes en subvenant simplement à leurs besoins de base. Pour elle, l'être humain ne s'accomplit qu'en prenant sa vie en main. Le rôle des aidants se résume alors à soutenir cette démarche responsabilisante, pas à s'y substituer.

Avec cette approche en tête, elle considère qu'il est temps d'offrir aux usagères du comptoir une solution réelle à leur situation. Elle pense coopérative et en fait part aux autres membres impliquées de son *Comité Justice et foi*. Enthousiasmées par la tournure des choses, tous conviennent alors des étapes à franchir : 1-se procurer la liste des usagères, 2- visiter et consulter chacune de ces familles sur le virage envisagé, 3- réunir les volontaires et chercher ensemble les avenues possibles pour réellement s'en sortir.

Le plan est rapidement appliqué. Il en ressort que bien que déçues de la fermeture du comptoir alimentaire, les usagères sont fières de parler de leurs compétences et d'accord pour en faire la promotion dans deux journaux locaux. Quelques-unes obtiennent ainsi du travail chez elles (coiffure, cuisine, couture, assistance aux aînés et aux malades), mais c'est encore très peu.

En mars 1994, on opte tous ensemble pour que chacune prépare un projet. Six des vingt participantes soumettent

quelque chose. On envisage divers services (gardiennage, pâtisserie, sérigraphie, couture). Après étude, la couture emporte l'adhésion de toutes et on décide alors d'organiser un centre de formation, le Centre de couture.

Pas encore prêtes à prendre le risque de se créer en coopérative, les participantes ont avant tout besoin de toucher rapidement un salaire. L'intégration au marché du travail constitue en fait leur réel objectif.

Le Centre de couture s'oriente donc en ce sens et se développe sur deux volets : un cours de couture, pour la formation requise, et un atelier de

Les activités de Petites mains

Le cours de couture industrielle de 11 semaines, pour les femmes qui ne savent pas coudre, et une expérience spécialisée de 3 mois, pour celles qui savent coudre, mais sans expérience sur des machines spécialisées.

On offre également une recherche personnalisée d'emploi, un placement au travail pour les finissantes, un suivi et une aide après le placement, des sessions de formation, durant et après les cours, sur les lois et le marché du travail, la connaissance de soi et la relaxation par le dessin.

L'atelier de couture, quant à lui, travaille à la réparation et à la confection de vêtements. Ajoutée aux ventes hebdomadaires des articles fabriqués dans les cours de formation, cette production permet au Centre de financer d'autres activités.

Les multiples repas-partage, où chacune apporte un plat de son pays, la participation aux activités des autres groupes communautaires, les ventes de garage collectives sont également autant d'occasions de partager, de cimenter le groupe et de se sensibiliser à la réalité de l'autre.

Il y a 4 séries de cours par année et l'inscription est gratuite pour les bénéficiaires de la sécurité du revenu

Pour informations : 738-8989

couture pour acquérir de l'expérience. On se fixe alors des objectifs : aider les femmes à

- compter sur leur propres ressources
- se donner un moyen de s'intégrer et de briser leur isolement
- se préparer au marché du travail
- se sortir de leur extrême pauvreté
- laisser la sécurité du revenu
- redevenir des citoyennes contribuant à leur tour à la société

Une soeur, couturière d'expérience, venue offrir ses services bénévolement, permet, dès septembre 1994, de débiter le cours de couture avec sept participantes. Bientôt, d'autres s'ajoutent et le cours prend sa vitesse de croisière qui se maintient depuis.

L'atelier de couture, quant à lui, débute en novembre 1994 grâce à une autre couturière au chômage qui accepte de préparer, puis de superviser le travail en atelier. Dix couturières à temps partiel s'y inscrivent avec enthousiasme, en majorité des immigrantes récemment arrivées et expérimentées. C'est qu'elles n'ont pas de machines à coudre chez elles et manquent du nécessaire pour elles et leurs enfants. L'atelier leur permet donc de sortir de leurs quatre murs, de se rencontrer, d'échanger et d'acquérir la formation voulue pour espérer un emploi.

Peu à peu, grâce à plusieurs autres activités sociales organisées, un esprit de corps se développe entre les participantes des deux groupes et un sentiment d'appartenance s'installe chez elles. Le groupe est alors devenu une réalité et tous les membres ressentant cette nouvelle dynamique choisissent alors de donner un nouveau nom au Centre, *Petites mains*.

Que de chemin parcouru depuis le dépannage de départ, l'enquête, l'appui sur les compétences des femmes, leur désir de formation et l'intégration au travail! En 1997-98, 24 finissantes sur 48 se sont déjà trouvé un emploi. On comprend pourquoi Soeur Arsenault fredonne souvent «Du pain et des roses pour changer les choses»!

À Saint-Michel, un marché communautaire en plein air

Enclavée entre deux anciennes carrières à ciel ouvert et la ville dortoir de Saint-Léonard, l'aile est du quartier Saint-Michel souffre d'un problème de taille : l'accessibilité de sa population à des magasins d'alimentation pouvant lui fournir une alimentation saine, variée et à bon prix.

Ce quartier constitue, en effet, une poche de pauvreté à haute densité humaine desservie par un seul magasin d'alimentation. Ses résidents se plaignent du coût des aliments mais n'ont pas vraiment le choix : c'est cela ou ils se tapent un long trajet pour s'approvisionner convenablement et à meilleur prix au marché Jean-taion, ce qui n'est pas à la portée de tous, convenons-en, ou ils se rabattent sur quelques dépanneurs égarés, avec ce que cela veut dire en terme de qualité et de prix des aliments qu'on y trouve.

Plusieurs groupes communautaires interviennent sur le front de la faim et de la sécurité alimentaire. Aliment'Action Saint-Michel, une coalition formée de 1,2,3,Go Saint-Michel, de Mon Resto Saint-Michel, de la Maison de la famille Saint-Michel, du Guichet Multi-Services mobile et de la Maison des jeunes «Par la grande porte», s'est effectivement donné pour vocation de mettre sur pied diverses solutions communau-

taires comme des cuisines collectives et des groupes d'achats collectifs et de favoriser, à cet effet, les échanges de ressources entre groupes intervenants.

Décidé à s'attaquer à ce problème d'approvisionnement alimentaire, Aliment'Action Saint-Michel mettait donc sur pied, à la fin de l'été 1997, un mini-marché de fruits et légumes en plein air. En collaboration avec les CLSC et Éco-quartier locaux, l'Office municipal d'habitation, Tandem Montréal, la Corporation de gestion des marchés publics de Montréal et quelques marchands locaux, il testait ainsi la formule du marché public auprès de la population en vue d'en faire éventuellement un projet permanent.

Intitulé «Festival des fruits et légumes», l'événement original faisait particulièrement appel à la collaboration d'agriculteurs déjà présents au Marché Central. On offrait ainsi à des citoyens plus appauvris des denrées de qualité à de très bas prix, tout en leur donnant l'occasion de se familiariser avec cette formule des marchés en plein air et d'en apprécier la beauté, la convivialité et la commodité. Étalé sur deux fins de semaine et sur deux sites différents offerts par l'Office municipal d'habitation de Montréal, le marché proprement dit côtoyait des

kiosques d'animation pour les tout-petits et aussi les plus grands. Le tout se clôturait, à chaque fois dans la joie, par une épluchette de blé d'Inde

Activité permettant autant d'économiser, de découvrir de nouveaux aliments que de rencontrer ses voisins, l'événement fut un franc succès. De 400 à 500 personnes ont en effet fréquenté à chaque semaine les kiosques et présentoirs et tous ne tarissaient pas d'éloges auprès des organisateurs d'une telle initiative.

Comme on pouvait s'y attendre, cela a éveillé les rêves de chacun et l'idée d'un marché public permanent a reçu un écho enthousiasme de la population.

Au point où, cette année, on projette de recommencer à nouveau l'expérience, en y ajoutant plusieurs activités communautaires favorisant la participation des citoyens, comme une halte-garderies, des cours de cuisine, des cuisines collectives saisonnières, un groupe d'achats, etc.

Cependant, l'ampleur du projet dépend de l'acceptation ou non d'un projet présenté à cet effet au Fonds de lutte à la pauvreté. L'activité pourrait en effet garder ce caractère limité dans le temps et l'espace ou, au contraire, prendre de l'ampleur et se développer sur une base plus permanente selon l'un ou l'autre des scénarios.

Déjà, des terrains plus centraux, pouvant mieux desservir les deux territoires du quartier, ont été envisagés pour le futur site. Cependant, les coûts importants d'appropriation de ces terrains constituent un obstacle majeur. Souhaitons-leur une bonne collaboration avec la Ville de Montréal qui possède tous les pouvoirs pour faciliter la réalisation d'un tel projet. Enfin, les élections municipales s'en viennent. C'est là une bonne occasion d'y vérifier la volonté politique des candidats en présence.



Une pédagogie du changement

En 1996, la Table mettait sur pied un Comité de pédagogie du changement. Celui-ci constitue en fait un prolongement du Comité sur les initiatives nouvelles. On se rappelle en effet que ce dernier avait pour mandat de faire la promotion d'initiatives nouvelles et d'apporter un soutien aux groupes désireux de les implanter chez eux, ex : Cuisines collectives, Magasins Partage, etc. La publication des fiches «Pratiques innovatrices de développement social» a ensuite permis de présenter certaines expériences et de proposer de nombreuses réflexions aux groupes intéressés. Le présent comité vise maintenant à aller plus avant et à outiller pédagogiquement les organismes désireux d'opérer ces changements d'intervention. Pour ce faire, le comité a dû identifier les buts visés par ce changement, se donner des objectifs à atteindre adaptés aux groupes intervenants, répertorier des démarches à développer, trouver des moyens pour faciliter ces démarches et développer des outils concrets pour soutenir la formation à donner aux intervenants et aux CA intéressés. Nous vous présentons aujourd'hui des extraits du travail accompli. La somme des travaux fera l'objet d'un document plus complet.

Buts de l'opération

Une réflexion sur la pauvreté et l'appauvrissement est le préalable à tout processus de formation en vue d'un changement des interventions sur le front de la lutte à la faim.

Il existe, en effet, des raisons à l'appauvrissement et à la pauvreté. L'appauvrissement est un processus de détérioration et, la pauvreté, le résultat à multiples facettes de ce processus. Si nous avons à les combattre l'un et l'autre, nous devons avoir en tête que ce n'est pas en produisant simplement plus de richesses qu'on lutte contre eux. Il nous faut aussi viser un autre type de citoyen, actif, capable de participer avec les autres à faire circuler les richesses, les ressources, les rêves de tout le monde. C'est donc, pratiquement, un autre processus qu'il nous faut mettre en place, tissé de solidarités multiples et toujours à refaire. Un développement solidaire devrait en résulter, singulièrement différent des fonctionnements en miettes que nous connaissons présentement.

Être citoyen, c'est, en effet, être conscient que la collectivité dans laquelle nous vivons est riche de l'apport de chacun et que nous nous appauvrissons tous quand nous nous privons des apports des autres que nous excluons ou maintenons écartés de notre développement. Le développement solidaire permet aux membres d'une collectivité d'avoir le goût de se développer et de développer son milieu. Sans l'effort pour recréer, dans

notre tête et dans notre milieu, un tel lien social, nous ne pourrions pas viser un développement qui profite à tous. Nous aurons toujours quelqu'un d'exclu et la pauvreté sera encore dans le décor.

Objectifs du comité de pédagogie

1. Identifier les conditions préalables, les dynamiques à mettre en place pour opérer les changements d'intervention souhaités.

2. Offrir support et accompagnement à des organismes qui veulent opérer ces changements, mais ne peuvent y réfléchir sérieusement, débordés et pressés qu'ils sont constamment par le travail d'intervention auprès des usagers.

3. Accompagner les nouveaux quartiers demandant l'aide de la Table dans leur volonté de développer des interventions en sécurité alimentaire qui puissent profiter de l'expérience accumulée et ne répètent pas les approches qui se sont révélées des culs-de-sac.

Conditions préalables

1. Un non à l'intolérable

Une première condition oriente nettement un groupe sur la voie du changement. Il s'agit du refus d'une situation jugée intolérable. À titre d'exemple, les groupes d'achats ont vu le jour quand certaines personnes ont

refusé le dépannage. Cependant, quand de nouveaux membres entrent en scène, il faut vérifier si un tel refus est vraiment partagé. D'où la nécessité de réinventer avec les gens le processus qui a donné naissance à une initiative. On ne peut en effet se contenter de la répéter sans refaire la démarche qui l'a rendue possible.

2. Vivre certaines réussites

Il est important de pouvoir se référer à quelques réussites, si limitées soient-elles, pour mettre en branle une autre façon de voir sa vie. C'est ainsi qu'on pourra peu à peu passer d'une culture de l'échec à une culture du développement. Plus il y aura d'expériences positives, plus les gens auront tendance à s'identifier à ces modèles de changement et de développement. Par la suite, ils pourront s'appuyer sur ces réussites et explorer d'autres domaines, risquer de nouvelles démarches.

3. Un nombre restreint de personnes

Ce passage d'une culture à une autre s'effectue d'abord avec un nombre restreint de personnes. Ce serait une erreur de vouloir, a priori, atteindre le plus grand nombre. Un petit groupe déterminé et heureux donnera à penser à d'autres. Il leur fournira un autre modèle ou une alternative qui pourra avoir valeur d'entraînement.

4. La façon de se voir et de voir les gens

La base de cette approche repose cependant sur une façon différente de se voir et de se comprendre. Nous

voyons-nous comme une somme de problèmes ou comme un potentiel inemployé? De même, abordons-nous les gens sous l'angle de leurs manques ou sous celui de leurs possibilités? Avons-nous et ont-ils confiance en eux? Tout repose sur ce regard complice porté sur les personnes. Sans une telle confiance, nous tendrons à régler leurs problèmes à leur place (par un panier alimentaire ou autrement).

Au contraire, si nous sommes confiants que les gens possèdent les leviers pour s'en sortir et se prendre en main, nous chercherons ensemble ces leviers et les mettrons en lumière dans un processus revalorisant. C'est ce processus qui nous permettra de récupérer notre dignité et d'apporter à notre tour une contribution à la société, plutôt que de dépendre de cette dernière.

5. Un sentiment d'appartenance

Un sentiment d'appartenance à un même groupe d'intérêt est un autre pré-requis incontournable. Deux éléments sont ici à retenir pour développer un tel sentiment.

L'individu est capable de s'identifier au groupe, à ses objectifs et à ses actions

L'individu ressent que le groupe attend quelque chose de lui. Il se sent utile, il apporte quelque chose. Le sentiment d'appartenance sera d'autant plus fort que ce deuxième point sera présent dans le groupe. L'imagination, ici, n'a pas de limite. Mentionnons, à titre d'exemple, l'appartenance à un comité de tâches.

Soulignons que le groupe sera d'autant plus riche et actif que les responsables sauront tabler sur les différentes ressources des membres. Ces derniers en arrivent à se sentir essentiels au développement du groupe et à découvrir que leur apport change vraiment quelque chose.

Pour éviter toutefois de mauvaises surprises, il est important de préciser avec les gens le champ du négociable. En d'autres termes, certains éléments

sont non négociables dans un groupe (la mission de l'organisme, la nécessité de rendre des comptes). D'autres points peuvent cependant être négociables, comme les stratégies, etc..

Dynamiques à mettre en place

1. Tout le monde n'est pas pareil

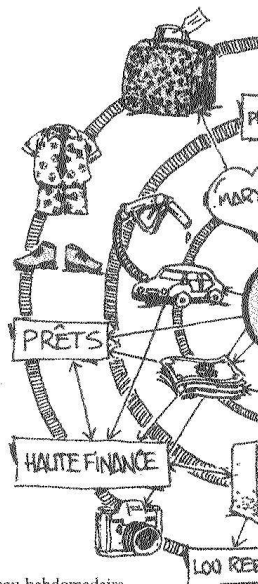
Il est utile de bien distinguer les démarches à effectuer en fonction des personnes à qui on s'adresse. On n'abordera pas des bailleurs de fonds ou un conseil d'administration de la même façon qu'une personne qui vient nous demander de l'aide. Les premiers sont conscients du pouvoir qu'ils possèdent et s'en servent souvent pour bloquer ou accélérer le changement. Avec eux, l'approche peut prendre plusieurs avenues selon les intérêts en présence.

La résistance au changement des personnes plus démunies relève souvent de leur manque de pouvoir et de la peur de délaissier ce qu'elles connaissent pour une solution qu'elles ne contrôlent pas encore. On leur demande de lâcher la seule poignée qu'elles ont sur leur situation pour en prendre une nouvelle. Avec elles, on a le fardeau de la preuve. On doit le comprendre et l'accepter. Des stratégies d'intervention différentes seront donc développées selon les personnes concernées.

2. Enclancher un processus

Ceci dit, pour réussir une dynamique de changement, il est utile de se rappeler qu'il s'agit d'un processus et que tout processus comporte des étapes. Les identifier clairement est un préalable pour qu'à chacune d'elles, on en précise les objectifs recherchés, les moyens à développer, les ressources nécessaires, les pièges ou dérives à éviter et les passages à construire pour passer d'une étape à l'autre.

Il ne faut pas oublier non plus que pour s'assurer de la réussite d'une telle démarche, il est nécessaire que chacune des personnes impliquées soit convaincue de la nécessité d'une telle démarche et qu'elle la fasse volontairement.



1er cercle : le réseau hebdomadaire

2e cercle : le réseau mensuel

3e cercle : le réseau annuel

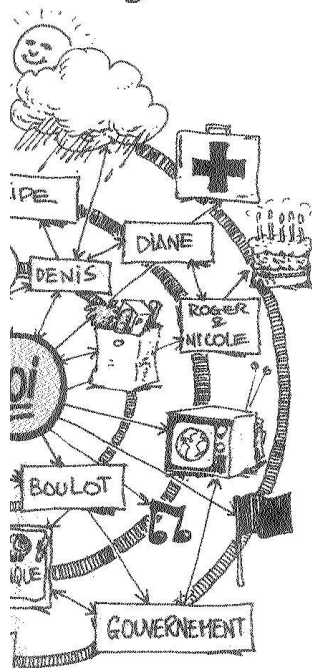
Des outils à développer

Plusieurs outils sont à développer pour nous aider dans ce travail.

1. L'atelier-théâtre

Certains groupes cherchent des solutions alternatives au dépannage alimentaire chronique ou épisodique. Plusieurs personnes qui les fréquentent le veulent aussi, se sentant humiliées de quémander de l'aide alimentaire. Cependant, les responsables sont souvent surchargés et manquent de moyens pour soutenir le désir de changement de leurs membres.

La chose est particulièrement vraie quand un organisme décide de proposer à un certain nombre de ses usagers la création d'un groupe d'achats. On est bien conscient, en effet, qu'une telle initiative suppose des conditions concrètes pour qu'elle puisse réussir.



Source: «Pour faire le changement»
Guy Païement, Édition Novalis

En voici certaines :

- l'existence d'un groupe avec un certain sens de l'appartenance. Passer du JE au NOUS devient ici indispensable si l'on veut lutter contre la poursuite des seuls intérêts individualistes.
- le volontariat des personnes participantes. Il est indispensable que les gens décident de tenter l'expérience et ne soient pas obligés de le faire.
- le goût de rêver et de risquer autre chose. L'aide directe a trop souvent tari le rêve de changer les situations concrètes et de le faire avec d'autres.
- la redécouverte de la coopération doit se faire dans un climat qui est souvent marqué par les blessures reçues ou la tendance générale à s'en tirer tout seul.

Pour accompagner la mise en place de ces conditions, l'Atelier-théâtre de la Table se veut un outil original et pertinent. À l'aide de masques, les personnes font une analyse de leur situation d'appauvrissement, se remettent à rêver ensemble et finalement s'interrogent sur le goût de commencer un groupe d'achats ou une autre initiative. L'expérience comprend un ensemble de trois rencontres de deux à trois heures chacune. Elle suppose aussi le nécessaire à la fabrication de masques.

Le coût de cette formation est absorbé par la Table à la condition que l'organisme demandeur fournisse le local approprié, recrute les participants et participants éventuels, s'engage dans la promotion d'une expérience alternative et fasse connaître le résultat de sa démarche à son milieu.

2. La reconstruction des réseaux

Nous partons ici du constat que nous sommes des êtres de réseaux. Certes, l'idéologie et le mode de vie proposés par la société de marché tendent à nous faire croire que nous sommes chacun sur une île (l'île de notre appareil télé...) et à nous faire vivre cette approche individualiste. Or, la pauvreté tend à accentuer cette approche, car elle défait les réseaux de travail, les réseaux sociaux, les réseaux personnels. La pauvreté isole. Ne pouvant autant que les autres participer à la consommation sociale, on sort moins avec des amis, on n'invite plus à dîner son beau-frère un peu plus fortuné et, à la longue, on est gêné d'accepter les invitations des autres. On se confine à la consommation télévisuelle passive. On oublie son potentiel relationnel.

Pour faire du développement communautaire, il nous faut recréer ces réseaux. Or, ceux-ci se créent d'abord sur la base des intérêts individuels. C'est normal! Ainsi, un individu s'intéressera à tel groupe, organisme ou activités, selon que cela répondra à ses intérêts, ses désirs ou ses besoins. Ce peut être, pour certains, d'économiser, pour d'autres, de briser leur isole-

ment. En satisfaisant ce premier niveau d'intérêt, l'individu recrée, de fait, des liens sociaux et est en position pour découvrir son propre potentiel et le potentiel collectif.

Mais cette découverte peut en rester à un niveau encore très individualiste. Ainsi, un groupe d'achats peut se révéler pour l'un une simple occasion de faire des économies avec un animateur accueillant qui donne un bon service. On aura alors la perspective de la seule croissance individuelle ou, pire, celle du «client». «Au groupe d'achats, on trouve de tout, même un ami.»

Au contraire, pour favoriser la découverte du lien entre le potentiel de chacun et le potentiel collectif, il est impératif que le groupe se donne une autre perspective, celle du citoyen lié à sa collectivité. Il s'agit d'une perspective de croissance en groupe, où l'on identifie clairement qu'à plusieurs, on a plus de chance de s'en sortir qu'isolé sur son île et que la solidarité entre tous rapporte à chacun.

Pour ce, il faut tabler sur le fait que personne n'est une île et que le sort de chacun est lié à celui des autres.

En premier lieu, il faut se convaincre que tout repose dans le groupe sur l'apport de chacun. Pour y arriver, on invitera chaque participant à socialiser la situation qu'il vit, c'est-à-dire à la situer constamment en lien avec celles des autres dans le groupe, et même dans la société. On prendra donc soin de ramener cet exercice au niveau de l'expérience vécue quotidiennement par les gens, par exemple dans leurs rapports avec le groupe et ses membres, qu'il s'agisse des rapports avec un épicier ou des rapports avec un organisme de charité.

Deuxièmement, il est bon de se rappeler que le préalable à toute démarche de groupe est souvent de s'assurer que les permanents et le CA, dans leur message quotidien aux membres et dans leur façon d'assumer leurs fonctions, soient porteurs de cet es-

prit de développement collectif. En ce sens, il est important de se donner une tête commune et utile de renouveler constamment notre vision des choses. Un temps régulier de formation permanente des intervenants et du CA est donc à prévoir.

Pour évaluer les approches et possiblement rectifier le tir des interventions, on se souviendra qu'il faut toujours regarder les résultats en se rappelant les objectifs et les buts recherchés.

Par exemple, en ce qui concerne les cuisines collectives, si on en évalue la performance aux seules économies réalisées, on passe à côté d'un élément fondamental du projet initial qui était de mettre les gens en réseaux, de les aider à sortir de leur isolement et à recréer des liens de solidarité leur permettant d'envisager d'autres aspects de leur vie avec le soutien et la compréhension de personnes devenues proches, solidaires, amis.

En ce qui concerne une cuisine collective ou un groupe d'achats, il serait aussi intéressant d'évaluer le sentiment d'appartenance des membres au groupe et l'influence de ce dernier sur la solution des problèmes rencontrés. Ainsi, les gens expriment-ils spontanément qu'ils ont réussi à surmonter leurs problèmes parce qu'ils ont mis en commun leurs ressources ou est-ce l'animateur qui est amené à suggérer cette explication ? Dans le premier cas, c'est une réussite, dans le second, c'est que le message n'est pas encore intégré par les membres ou que la pratique ne va pas du tout dans ce sens. Le travail reste donc à faire et il serait judicieux de réexaminer l'approche utilisée jusqu'ici.

Dans le cas des Magasins Partage, le but recherché semble de donner en respectant la dignité des personnes aidées. Pour évaluer la pertinence de l'approche, il serait intéressant de confronter la perception de la dignité des uns et des autres. Celle-ci peut, en effet, être comprise de façon avant tout individualiste ou sociale. Dans le dernier cas,

ma dignité d'être humain et de citoyen est étroitement reliée à celle de l'autre.

En fait, c'est la même qui s'évalue à l'aune de la façon dont l'un et l'autre est perçu et traité. Si je diminue l'écart entre celui qui reçoit et celui qui donne, si je développe un rapport où chacun apporte quelque chose à l'autre et est convaincu de son apport, je reconnais que ma dignité s'évalue à la façon dont je reconnais ainsi la dignité de l'autre. La façon d'évaluer cette perception serait alors d'examiner les efforts de réflexion que le groupe de bénévoles et d'intervenants font pour diminuer de plus en plus cet écart. La formule des Magasins Partage pourra alors déboucher sur d'autres façons de s'entraider entre citoyens.

Autre élément recherché dans le projet initial des Magasins Partage, l'implication du milieu dans cette nouvelle façon d'agir pour combattre la pauvreté. L'évaluation de la campagne annuelle ne se limitera pas alors à seulement comptabiliser les dons reçus, mais à retracer la diversité de leur provenance dans le quartier, à évaluer si les donateurs, d'année en année, dépassent le simple don et s'impliquent de plus en plus dans la campagne, voire dans d'autres activités de soutien ou d'entraide le reste de l'année. Dans le cas contraire, y aurait-il lieu de réexaminer nos priorités et d'y introduire une réflexion et une éducation du public (chroniques dans l'hebdo de quartier, par exemple)?

En fait, dans un type d'intervention ou dans un autre, c'est toujours une question de vigilance : ce qui est reconnu et accepté par une équipe d'intervenants ou un CA ne se transfère pas automatiquement à ses successeurs. Il faut y voir. De plus, ce qui vaut pour une situation donnée ne correspond pas de soi à une autre situation l'année suivante. La réflexion et l'analyse, voire même la formation sur la réalité confrontée, se révèle ainsi une nécessité incontournable pour toutes les personnes intervenant dans notre domaine, celui du développement social.

Autre élément à prendre en compte, plusieurs personnes à revenus précaires ont une expérience négative des «autres» qui minent toute expérience collective. Déjà meurtries d'avoir eu à rendre des comptes à un agent, à un inspecteur de l'aide sociale ou au voisin trop curieux, elles rêvent d'exercer enfin leur autonomie. Elles sont alors souvent rébarbatives à tout ce qu'elle peuvent percevoir comme un embrigadement. N'ayant réussi aucune expérience collective, elles n'en voient que le côté encadrement et n'en perçoivent pas le côté potentiellement libérateur. Le réseau est alors perçu comme un réseau de dépendance ou de surveillance.

Notre type de réseau

Le concept de réseau qui est le nôtre s'oppose justement à celui de l'individu seul et renfermé qui ne comprend pas que son malheur est associé à son isolement. Au contraire, si l'on découvre qu'ensemble on peut réaliser des choses que seul on ne peut faire, qu'ensemble on peut se libérer de certains fardeaux et d'une vie de survie, on comprend alors le caractère libérateur de la démarche collective et le potentiel de recouvrement de son autonomie et de sa créativité. Plus on découvre que l'on peut ainsi être créateur de sa vie et autonome, plus on découvre qu'ensemble on peut changer les scénarios qu'on nous impose pour écrire notre propre scénario.

Que le marché soit le metteur en scène de nos vies, c'est le piège par excellence. Notre apport est de bien comprendre et de bien faire comprendre que dans l'affirmation «Je veux être responsable de ma vie», le «Je» demeure un tissu de rapports avec les autres. Le «Je» n'est plus un simple consommateur. Le «Je» est à la fois lié aux autres et créateur de liens. Il y a là une approche à développer dans nos groupes qui peut faire toute la différence entre un groupe de consommateurs débrouillards, mais individualistes et un groupe de citoyens responsables et solidaires.

Aux dernières nouvelles...Aux dernières nouvelles...Aux dernières nouvelles

Un lancement remarqué

Le 8 avril dernier, le Groupe Ressource du Plateau Mont-Royal procédait au lancement de son Guide d'implantation d'un groupe d'achats. L'événement fut un succès avec plus d'une trentaine d'invités, dont des représentants de la fondation Mc Connell, le bailleur de fonds ayant permis d'éditer ce guide, de Centraide, qui en finance la traduction anglaise, de la SACA, qui soutient la permanence du groupe, de la Direction de la santé publique, qui finance Interquartier, un projet de liaison entre groupes d'achats, de la CDEC Centre-sud/Plateau Mont-Royal et d'un représentant du ministre de la Métropole. La traduction anglaise est attendue d'ici la fin juin.

Pour information : 527-1616

Fournisseurs recommandés

par le Groupe Ressource

Salaison Limoges (jambon fumé à l'érable) a/s de Claude Limoge
126, rue Chapleau, Terrebonne,
J6W 2T1, tél. 471-4470, téléc. 471-0177

Bergeries des neiges (agneau du Qu) a/s de Pépin Desneiges, 1401, rang 5 St-Ambroise-de-Kildare, J0K 1C0, tél. 1-514-756-8395

Rucher des Framboisiers (miel bio.) Maria, Gaspésie, 418-346-759-3027

Pom-Pur (jus de pomme frais pressé) Patrick Bisson, 346-1804

Tous font la livraison, mais il faut acheter une certaine quantité.

Les rabais des supers marchés

Pendant la première semaine du mois, les prestataires de la Sécurité du Revenu ont plus d'argent. C'est pourtant à ce moment que les supers marchés offrent moins de rabais que pendant d'autres semaines du mois. Voilà ce qui ressort d'une étude effectuée dans diverses villes du Québec par la Fédération des associations de familles monoparentales du Québec, le Regroupement des cuisines collectives du Québec et Action Alimentation du Carrefour d'éducation populaire de Pointe St-Charles. Lors d'une conférence de presse, le 16 avril, on dénonçait ce qui semble être une discrimination envers une population déjà fort limitée dans ses achats de produits de base. On demande donc d'offrir de façon équitable de bons rabais durant tout le mois.

Du coeur au ventre

C'est le titre du dernier film-vidéo réalisé sur le Resto-pop. Le lancement en a eu lieu le 13 mai dernier au cours d'un savoureux déjeuner préparé par l'équipe permanente. Le vidéo raconte les efforts des gens et de l'organisme pour donner une chance aux gens qui ne travaillent pas, mais qui ont du coeur au ventre. La chanson thème composée pour l'occasion exprime très bien cette orientation du Resto-pop de croire aux gens et de chercher avec eux certains chemins inédits vers l'emploi. En voici des extraits. Pour informations : 521-4089

Chus né dans un quartier
Un quartier ouvrier
J'ai appris à m'débrouiller
Chus pas trop scolarisé
Dans une chop, j'ai travaillé
Comme ben d'autres, j'ai été slacké

Tu t'lèves un bon matin
Sans argent, sans gagne-pain
Le loyer est pas payé
Ma blonde vient d'me lacher
Du statut d'ouvrier
Chus devenu assisté

J'ai du coeur au ventre,
j'vas remonter la pente
J'ai du coeur au ventre,
mais laissez-moé me r'prendre
J'ai du coeur au ventre,
mais laissez-moé ma chance

De tous bords, tous côtés
J'ai rempli plein de papiers
Pénurie de travail
J'ai pas plus de détails
Toutes mes applications
Ont fini par un non (...)

Les années ont passé
Pis y a rien qu'y a changé
Moi qui croyait B.S.
Synonyme de paresse
J'me regarde dans le miroir
Chus pus capable de me voir



Quand t'as perdu l'espoir
Tu r'sasses des idées noires
C'est-tu en faisant des banques
Que j'vais combler mon manque
J'aimerais ben ça travailler
Mais dans quoi, dites-le moé?

Tu penses que tu vaux rien
C'est d'ur de t'prendre en main
Tout le monde veux me voir plonger
Mais j'ai peur de sauter
J'ai besoin d'une bouée
Faut que j'apprenne à nager

À travers mon calvaire
J'trouve le Resto ouvert
Y m'ont donné confiance
J'ai sauté sur ma chance
J'fais de l'art culinaire
En milieu communautaire

Y m'ont trouvé normal
Ça me r'monte le moral
c'est là que j'ai compris
Qu'ensemble, on est moins petit
Qu'ensemble, on peut s'lever
Qu'ensemble, on peut crier

Les meilleurs lendemains
C'est en s'donnant la main
En partageant nos biens
Travail et quotidien
On va faire tout le monde ensemble
Un monde qui nous ressemble

On a du coeur au ventre,
on va remonter la pente
On a du coeur au ventre,
mais laissez-nous nous r'prendre
On a du coeur au ventre,
mais laissez-nous notre chance...

Le souper-gueuleton

Au Groupe Ressource du Plateau Mont-Royal, le souper-gueuleton mensuel se révèle un outil de découverte permanente. L'an dernier, c'était l'occasion de se familiariser avec Commune-auto, les mini-clubs d'emprunt, la fabrication du cidre, le Revenu de citoyenneté.

En début d'année, on a pu apprécier les secrets de la fabrication du jus de pomme avec un pommiculteur. En mars, c'est une dégustation de poissons chez le poissonnier, en avril, une fête des fromages avec le fromagier. Pour la plupart, c'était la première fois qu'on leur offrait un sushi japonais, un aileron de requin ou encore un morceau de fromage au lait cru.

Soulignons que ces dernières rencontres ont été rendues possibles grâce à la complicité des grossistes fournisseurs du groupe d'achats. Tout le monde y gagne: le vendeur qui fait découvrir d'autres produits, les membres qui osent ensuite d'autres achats, après avoir fait, en prime, la rencontre de personnes passionnées par leur métier.

En mai, ce fut un repas africain qui servit de cadre à la présentation passionnante de l'expérience de coopération entre un village québécois et un village du Mali. Comme quoi la coopération débord de beaucoup le domaine de la nourriture ou du commerce et peut devenir le nerf du développement local!



Qui fréquentent les banques alimentaires ?

Pilotée par Linda Jacob Starkey, professeur à l'École de diététique de l'Université McGill, une étude auprès d'usagers de comptoirs alimentaires de la région de Montréal dresse de ceux-ci un profil de gens instruits, en santé et dans la force de l'âge. Nous vous en présentons ici un résumé paru dans l'édition du 5 mai 1998 de Canadian Medical Association. Un article plus fouillé sur le sujet suivra plus tard.

«Contexte : À cause de l'expansion continue des programmes d'aide alimentaire, il importe d'examiner les caractéristiques sociodémographiques et les profils nutritionnels des personnes qui comptent sur ces services. Les auteurs ont réalisé une telle étude dans une grande agglomération urbaine.

Méthodes : Au total, 490 utilisateurs de banques d'aliments ont été choisis au hasard dans un échantillon aléatoire de 57 banques d'aliments urbaines à Montréal. Une diététiste a administré un questionnaire et l'entrevue de rappel sur l'alimentation afin de déterminer les caractéristiques socioéconomiques, démographiques et culturelles et l'apport de macronutriments. On a comparé ces données à des données nationales et provinciales.

Résultats : Les participants (256 hommes et 234 femmes) avaient en moyenne 41 ans; 204 (41,6%) vivaient seuls et la plupart (409, soit 83,5%) touchaient des prestations d'aide sociale. Ces clients des banques d'aliments étaient bien instruits (190, soit 38,8%) c'est-à-dire avaient terminé des études techniques ou avaient fait des études collégiales ou universitaires. L'échantillon comprenait quelques personnes âgées ou handicapées. L'indice de masse corporelle médian dépassait 24, ce qui indiquait que l'apport d'énergie, malgré tout inférieur aux niveaux recommandés, n'était pas un problème chronique. Il manquait de 43 à 46\$ par mois au budget d'alimentation des personnes qui utilisaient les banques d'aliments.

Interprétation : Les banques d'aliments sont utilisées régulièrement, principalement par de jeunes adultes en bonne santé. On les considère comme une ressource communautaire nécessaire et non comme une instance de dernier recours.

Pour combattre l'endettement

On sait que l'endettement demeure une cause de l'appauvrissement de plusieurs personnes et que celui-ci a des conséquences concrètes sur leur panier d'épicerie.

Le Centre d'animation familiale d'emprunt (CAFE) de Gatineau a mis sur pied un mini club d'emprunt. Son budget est de 1 500\$ et est appuyé par la Caisse populaire de Pointe-Gatineau. L'organisme peut ainsi aider des personnes qui veulent sortir d'un endettement qui n'est pas trop grand ou encore aider quelqu'un qui a besoin d'un petit montant pour, par exemple, s'acheter des lunettes. Jusqu'ici, l'organisme n'a pas eu de mauvaises créances.

Pour plus de détails : Nicole Grenier-Duguay (819) 561-5196.

De la ferme à la table

Le Centre d'animation familiale de Gatineau est en voie de mettre sur pied une nouvelle activité avec des personnes des cuisines collectives et d'autres personnes. Il s'agit d'un groupe d'achats qui fait affaire directement avec une ferme. Une quinzaine de personnes acceptent, au début du mois, de mettre ensemble leur commande de légumes et de déboursier 10\$. Lors de la troisième ou quatrième semaine du mois, chacune des personnes devrait recevoir de la ferme Mac Carney pour une quinzaine de dollars de légumes. Elles se partagent évidemment les tâches et développent ainsi une plus grande solidarité. Avec le temps, et selon le désir des gens, le montant de base pourra grandir.

Même références que ci-contre.

Le coffret des échanges

Créé en septembre 1997 par le Centre des femmes de Rivières-des-Prairies, le «Coffret des échanges» est un regroupement de femmes qui offrent et reçoivent des services sans aucun échange monétaire. Seul le nombre d'heures est comptabilisé et tous les services sont considérés comme ayant la même valeur. C'est ce qu'on appelle communément «faire du troc».

Les objectifs sont, entre autres, de :

- contrer la pauvreté
- créer des liens de solidarité
- reconnaître ses compétences respectives et les partager
- briser l'isolement
- reprendre confiance en soi
- développer un sentiment d'appartenance
- améliorer ses conditions de vie
- s'entraider dans le développement de son autonomie

Ce service s'adresse à toutes les femmes motivées, désireuses de s'entraider, car on a toutes des compétences, mais on n'a pas toutes les compétences.

Lors de l'inscription, chaque femme reçoit un livret de dix coupons d'une valeur d'une heure de service chacun. On reçoit également un bottin contenant la liste des participantes, leur numéro de téléphone, ainsi que la liste des services offerts par chacune. Les intéressées communiquent ensuite entre elles pour s'échanger les services. Chaque participante est responsable de la gestion de ses coupons.

Des réunions mensuelles permettent aux membres de renforcer leur sentiment d'appartenance au groupe, de créer de nouveaux liens, d'échanger sur les services offerts ou reçus, de mettre à jour le bottin, d'innover en apportant ses nouvelles idées.

À ce jour, quinze femmes sont membres du «Coffret des échanges». Cependant, concrètement, voyons ce que ça donne. Ainsi, Lise a préparé son voyage à Rome en prenant trois heures de cours personnalisés d'italien avec Maria. Denise est allée aider

Huguette à laver ses vitres. La veille d'une entrevue pour un emploi, Aline s'est détendue avec Ginette qui l'a aidée à visualiser positivement son entrevue. Quant à Denise D., elle a préparé le C.V. de Maria. Pour sa part, Jacqueline enseigne le créole à la fille de Ginette, tandis que le copain de Ginette a été bien surpris quand il a reçu, à son travail, un télégramme chanté par Aline.

Des services de très grande qualité sont ainsi disponibles gratuitement. Ainsi, une mère monoparentale, bénéficiaire de l'aide sociale, a accès à des services de haute couture, de coiffure, d'initiation à Internet, d'apprentissage d'une langue, de rédaction, de correction, etc.

Ce mouvement de solidarité peut avoir une répercussion qu'on ne peut encore mesurer. Car, bien au-delà des services, des changements profonds s'opèrent au cœur des femmes qui découvrent de la sorte des compétences bien à elles qu'elles gardaient cachées. L'expérience prise ainsi dans le groupe devient alors un tremplin pour des projets nouveaux, tant au niveau individuel que collectif.

Le Centre des femmes de Rivière-des-Prairies fait partie du Regroupement des organismes contre l'appauvrissement (ROCA), coalition de quartier ayant depuis peu adhéré à la Table.

Pour informations : 648-1030

Un audacieux projet de création de groupes d'achats

Un important projet conjoint de mise sur pied de 32 groupes d'achats sur deux ans (16 par année) se développe présentement à même le bassin des cuisines collectives de l'île de Montréal.

En effet, grâce à un possible financement du Fonds de lutte à la pauvreté, la Table de concertation sur la faim du Montréal métropolitain, le Regroupement des cuisines collectives du Québec et le Groupe Ressources du Plateau Mont-Royal prévoient mettre en commun leurs compétences et ressources pour offrir à autant d'agents de développement et d'encadrement de cuisines collectives une rémunération à plein temps leur permettant de suivre une formation de qualité adaptée à leurs nouvelles responsabilités. Cette formation sera échelonnée sur deux demi-journées par semaine, les quatre autres jours leur servant à se former pratiquement au développement et à l'encadrement de leurs groupes respectifs.

Faisant appel aux ressources croisées du Centre Saint-Pierre, de l'Institut de technologies agricoles, de l'Union des producteurs agricoles, du Dispensaire diététique de Montréal et d'un centre de préparation à l'emploi, cette formation fournira aux personnes choisies les connaissances voulues pour mieux coordonner leurs cuisines collectives et, à partir d'elles, développer et encadrer des groupes d'achats avec de meilleures garanties d'efficacité et de durabilité.

Ce projet consolidera les cuisines collectives impliquées et permettra à leurs membres et aux autres personnes intéressées à se joindre aux nouveaux groupes d'achats d'acquérir plus de pouvoir sur leur alimentation et, partant, sur d'autres aspects leur vie.

Enfin, à la lumière des expériences en cours, ce projet devrait également avoir des effets positifs sur les quelque 600 participantes. Il permettra de développer ainsi leur créativité et d'explorer des pistes nouvelles d'entrepreneuriat collectif.

À partir de ce projet expérimental, les trois groupes porteurs envisagent d'étendre l'expérience à d'autres régions limitrophes qui, déjà, se sont montrées très intéressées à collaborer à la mise sur pied d'un projet semblable chez elles. Pour plus d'informations, téléphonez au 722-1585 ou au 529-3448

De retour de Québec

Il y avait plus de 600 personnes au Forum national sur le développement social à Québec, les 26-28 avril dernier. La Table y était représentée par Jean-Paul Faniel et Nicole Forget-Bashonga. Toutes les régions du Québec avaient tenu des rencontres préparatoires et avaient le besoin évident de dire ce qu'elles avaient trouvé. Il en est ressorti une grande bouffée d'oxygène en entendant tous ces gens mentionner les projets concrets qu'ils voulaient réaliser en développant des liens de solidarité avec plusieurs ressources locales ou régionales.

◇ ◇ ◇

Veuillez prendre note que
*l'assemblée générale annuelle
de la
Table de concertation sur la faim
du Montréal métropolitain
se tiendra cette année
lundi, le 14 septembre
à 13 heures 30
au 1212, rue Panet,
près du métro Beaudry*

Les membres de la Table seront alors convoqués individuellement, mais tous y sont également les bienvenus.

◇ ◇ ◇

La formule choisie n'a malheureusement laissé aucune place pour débattre de certaines orientations et un grand nombre est ainsi reparti déçu. Pour leur part, les ministres qui sont venus faire leur petit numéro n'ont rien apporté de concret, sinon pour encourager tout le monde à continuer. Les délégués de l'île de Montréal se sont consolés en se disant que c'est dans la région que les choses devront se continuer et déboucher.

Mentionnons, cependant, que l'une des propositions de la Table, qui

consistait à demander d'examiner la possibilité de garantir un revenu de citoyenneté à tout le monde avait été retenue par la délégation de Montréal et qu'elle a reçu des appuis des 16 Régies régionales de la santé et des services sociaux.

Soulignons également que le financement des groupes communautaires y est ressorti clairement comme une priorité et que le gouvernement, d'après certains contacts, devrait dorénavant en tenir compte dans ses politiques et programmes.

Nouveaux membres de la Table

Depuis janvier 1998, plusieurs nouveaux organismes se sont joints à la Table.

Aliment'Action Saint-Michel
Centre communautaire La Patience
Centre de bénévolat de Laval
Centre de référence du Grand Montréal,
CLSC Saint-Léonard
Complexe Le Partage
Comptoir alimentaire l'Essentiel Frédéric
Groupe d'achats du réseau d'action universitaire
Magasin Partage Chemins du Soleil
Magasin Partage Jean XXIII
Magasin Partage Saint-François d'Assise
Magasin Partage Saint-Henri
Magasin Partage Saint-Laurent
Magasin Partage Saint-Louis-de-Gonzague
Regroupement des organismes contre l'appauvrissement (Riv. des Prairies)

Avec ces nouveaux venus, la Table représente maintenant 61 organismes et coalitions intervenant sur le front de la faim et du développement social.

Formule d'adhésion à la Table de concertation sur la faim du Montréal métropolitain

Pour être membre de la Table, participer à ses assemblées et activités régulières, recevoir les avis de convocation, les procès-verbaux des assemblées régulières, le bulletin A table et bénéficier des divers services de la Table, il suffit à chaque organisme intéressé d'approuver les objectifs de la Table, de lui présenter sa demande d'adhésion accompagnée d'une résolution de ses instances décisionnelles, d'être approuvé par le CA de la Table et de s'acquitter de sa cotisation annuelle de 25\$. Libeller votre cheque au nom de la Table de concertation sur la faim du Montréal métropolitain (ou TCFMM), 1212, rue Panet, Montréal, H2L 2Y7.

Nom de l'organisme

Nom du ou de la représentant(e)

Date

Adresse

Ville

Code postal

Téléphone

télécopieur